



# COMMUNIQUÉ DE PRESSE

CGT Éduc'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 Montreuil cedex  
Mel : [unsen@ferc.cgt.fr](mailto:unsen@ferc.cgt.fr) - Site : [www.cgteduc.fr](http://www.cgteduc.fr)

## **Suicide de notre collègue : les réponses du ministre ne sont pas à la hauteur.**

La CGT Éduc'action se félicite de la très large mobilisation des personnels, le jeudi 3 octobre dernier, pour rendre hommage à notre collègue Christine Renon. Par cet acte, les collègues ont montré combien notre métier était solidaire et ils ont réaffirmé leur exigence de réponses immédiates de la part du gouvernement et du ministère de l'Éducation nationale. Il y a urgence. Cette urgence n'est pas nouvelle puisque le taux de suicides dans l'Éducation nationale est 2,4 fois plus élevé que la moyenne dans le secteur privé. Et que dire du nombre de collègues qui souffrent de leur travail et des réformes qu'on leur impose ? Tout ceci n'est pas un hasard, mais est bien le fruit d'une politique et d'un management qui abiment les personnels.

Ce jeudi 3 octobre, pour tenter d'éteindre l'incendie et apaiser les personnels en colère, le ministre Blanquer a annoncé l'ouverture de discussions sur les fonctions de directeurs et de directrices d'école. *La CGT Éduc'action en prend acte. Elle exigera des mesures concrètes et immédiates afin d'améliorer les conditions d'exercice des directeur-trices qui sont de plus en plus dégradées.*

*Cependant, pour la CGT Éduc'action, mener le débat comme le fait le ministre, sous le seul prisme de la direction d'école ne permet pas de répondre à toutes les interrogations des collègues ni aux problèmes soulevés dans le courrier de Christine Renon. La question des conditions de travail et du mal-être au travail ne se cantonne pas aux seul-es directeur-trices d'école. C'est bien l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale qui est touché.*

*Le ministre doit engager des discussions plus larges sur les conditions de travail de tous les personnels. Nous exigeons qu'une étude sur l'impact des réformes engagées depuis ces dernières années en matière de santé au travail soit menée très rapidement.*

*Surtout, nous refusons que la seule réponse ministérielle, qui intervient douze jours après le suicide de notre collègue, se limite à la seule réflexion sur le statut des directeur-trices et la création d'établissements du premier degré. À ce titre, le ministre qui annonce rechercher le consensus sur le sujet de la direction d'école, peut le démontrer immédiatement en se prononçant contre l'examen du projet de loi que prépare la majorité pour transformer les écoles en établissements publics sur le modèle des établissements du second degré.*

*La forte mobilisation des collègues au printemps dernier avait permis l'abandon de la création des EPSF. Nous veillerons à ce que ce type d'établissements dirigés par des supers directeur-trices ne revoie pas le jour.*

*La CGT Éduc'action estime qu'une autre École est indispensable pour l'émancipation des collègues. Nous n'avons pas besoin d'un nouvel échelon hiérarchique ou de verticalité. La CGT Éduc'action exige, au contraire, davantage d'humain, de travail et de missions partagées, des temps d'échanges et de la formation pour faire son travail sereinement. Plus que jamais, le travail ne doit plus tuer.*

Montreuil, le 07 octobre 2019